

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 06/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**2H ENERGY**

ZI de Babeuf  
76400 Saint-Léonard

Références : 20250204-SuiviMed-ARInstallationsElec  
Code AIOT : 0005802088

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement 2H ENERGY implanté ZI de Babeuf Parc d'Activités des Hautes Falaises 76400 Saint-Léonard. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 05 juillet 2024 portant sur l'adéquation du matériel en zone explosive.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- 2H ENERGY
- ZI de Babeuf Parc d'Activités des Hautes Falaises 76400 Saint-Léonard
- Code AIOT : 0005802088

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité de production et d'essais de groupes électrogènes et d'ensemble électrotechniques

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Adéquation du matériel en zone ATEX	AP de Mise en Demeure du 05/07/2024, article 1	/	Levée de mise en demeure
2	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la mise en conformité du matériel en zone ATEX. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose au préfet la levée de la mise en demeure prescrite par l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Adéquation du matériel en zone ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/07/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société 2H ENERGY (SIRET 35392644700130), dont le siège social est situé parc activité hautes falaises ZI de babeuf 76400 Saint-Léonard est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé à la même adresse :

- l'article 65 de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en **justifiant**, avant le **1<sup>er</sup> octobre 2024**, que les équipements utilisés dans les zones pouvant être à l'origine d'une explosion sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Cette prescription est réputée satisfaite si le tableau d'adéquation du matériel en zone ATEX exhaustif et à jour ne mentionne aucune non-conformité.

#### Constats :

Concernant le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), l'exploitant a transmis la mise à jour de ce dernier par mail le 27 septembre 2024 [Rapport APAVE du 03/09/2024 Document Relatif à la Protection contre les Explosions]. Le zonage ATEX ainsi que le tableau d'adéquation du matériel en zone ATEX ont été mis à jour. L'exploitant a transmis son plan d'action de mise en conformité du matériel en zone ATEX. La dernière action de mise en conformité a été soldée le 28/01/2025.

Par conséquent, l'inspection des installations classées considère qu'elle a obtenu les éléments permettant de proposer au préfet la levée de la mise en demeure prescrite par l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 2 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2024

#### Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

#### Constats :

Concernant le rapport de vérification du système de détection gaz de la chaudière gaz et de l'asservissement associé (coupure de l'alimentation en cas de détection), le rapport a été transmis par mail du 18 juillet 2024. [Rapport d'intervention Alerte Incendie du 09/07/2024].

Concernant le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), l'exploitant a transmis la mise à jour de ce dernier par mail le 27 septembre 2024 [Rapport APAVE du 03/09/2024 Document Relatif à la Protection contre les Explosions]. Le zonage ATEX ainsi que le tableau d'adéquation du matériel en zone ATEX a été mis à jour. L'exploitant a transmis son plan d'action de mise en conformité du matériel en zone ATEX. La dernière action de mise en conformité a été soldée le 28/01/2025.

Par conséquent, l'inspection des installations classées considère qu'elle a obtenu les éléments permettant de proposer au préfet la levée de la mise en demeure prescrite par l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2024.

L'inspection a vérifié sur le terrain la réalisation effective d'actions de mise en conformité du matériel en zone ATEX (local Broierie)

L'inspection recommande à l'exploitant de prendre en compte et de suivre dans un plan les actions recommandées dans le DRPCE.

L'exploitant indique qu'une partie d'entre elles a été prise en compte (par exemple la mise à la terre des armoires de stockage de produits inflammables).

L'exploitant indique également l'arrivée le 05 février 2025 d'un responsable HSE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2024

**Prescription contrôlée :**

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

## Constats :

L'exploitant a transmis par mail du 28 janvier 2025 le dernier rapport de contrôle des installations électriques [Rapport d'intervention du 09/12/2024 au 13/12/2024]

Celui-ci présente les limites d'intervention suivantes, déjà mentionnées dans le rapport précédent :

« - Adéquation des matériels électriques aux différentes zones à risques d'explosion, en l'absence de détermination de ces zones, telle que demandée par l'article R.4227-50 du Code du travail. La vérification n'a ainsi porté que sur l'état des matériels électriques installés, qu'ils soient ou non adaptés aux risques d'explosion. »

L'inspection a constaté l'adéquation du matériel en zone ATEX (point de constat n° 1)

« - Examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds, non accessibles sans démontages »

Sur ce point, l'exploitant indique que le contrôleur a effectué la vérification et que des dalles de faux plafonds ont été retirées afin que les vérifications nécessaires puissent être réalisées.

« - La vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité mis à notre disposition. »

L'exploitant indique qu'une nacelle a été mise à disposition du contrôleur pendant le contrôle.

« - Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité »

L'exploitant indique qu'une nacelle a été mise à disposition du contrôleur pendant le contrôle.

« - En l'absence de fourniture de votre part de la note de calcul, nous ne pouvons nous prononcer sur la validation des sections, calibres et réglages des dispositifs de protection, pouvoir de coupure, etc... »

Sur ce point, l'exploitant indique effectuer un contrôle thermographique par Infra-Rouge qui compenserait l'absence de cette note de calcul

« Parties d'installations non vérifiées - Motif

Transformateur

- Transformateur : Matériel sous capot. Accessibilité asservie à la coupure générale »

L'exploitant indique que la coupure générale a été effectuée en présence du contrôleur (exceptés sur les serveurs informatique, l'exploitant craignant ne pas être en mesure de les reprogrammer).

En conclusion, l'exploitant indique que ces limites d'intervention n'auraient pas du apparaître sur le rapport.

Compte-tenu des éléments présentés par l'exploitant, l'inspection considère ce point de constat soldé.

L'exploitant est néanmoins incité à effectuer une relecture attentive des rapports de contrôle des installations électriques afin de vérifier que les points traités ne soient plus mentionnés, y compris sur les limites d'intervention.

**Type de suites proposées :** Sans suite